

<https://ricochets.cc/Gaza-Liban-sous-les-bombes-supremacisme-et-deshumanisation-inversion-du-reel-trumpisme-generalise-7978.html>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...



- Les Articles -
Date de mise en ligne : vendredi 22 novembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Des actes et analyses sur les crimes commis par Israël en Palestine et au Liban, et aussi d'actions de résistance. Avec des échos de la répression policière et de la complicité de gouvernements en France et ailleurs.

Ces crimes colonialistes et suprémacistes sans fin détruisent les corps et ruinent les esprits, ils sont un des nombreux signes de la barbarie sans nom de la civilisation industrielle, de ses États et de son capitalisme.



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

La carte de Netanyahu se réduit

Le saviez-vous ? Alors que le régime israélien, dont la propagande est relayée par les médias d'extrême droite en France, traite la Cour Pénale Internationale « d'antisémite », on trouve auprès du procureur de la CPI un juriste nommé Theodore Meron, qui est un juif polonais né en 1930. C'est un survivant de la Shoah, il a aussi été ambassadeur d'Israël par le passé. C'est lui, avec d'autres, qui a instruit le dossier d'inculpation de Netanyahu et Yoav Gallant. Nous sommes à un tel niveau d'inversion du réel, que des dirigeants fascistes et génocidaires israéliens, alliés à l'extrême droite occidentale, traitent un rescapé du nazisme d'antisémite.

Le monde de Netanyahu se réduit, il ne pourra bientôt plus se déplacer dans la plupart des pays du monde. En effet, le mandat d'arrêt émis par la Cour Pénale Internationale doit être respecté par les 124 États qui ont ratifié le Statut de Rome, qui est à l'origine de la CPI. Ces États ont l'obligation de coopérer pleinement et d'appliquer les décisions de la CPI, en l'occurrence d'arrêter Netanyahu si jamais il foule leur sol. Cela empêchera de fait au dirigeant génocidaire de se rendre dans un grand nombre de régions de monde, notamment en Europe, mais à l'exception notable des USA, qui se moquent depuis toujours du droit international tout en multipliant les crimes de guerre partout dans le monde.

« C'est une décision contraignante et tous les États parties à la cour, qui incluent tous les membres de l'Union européenne, sont tenus de mettre en œuvre cette décision de la cour » a rappelé Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne. La plupart des dirigeants des pays concernés, y compris le Canada, ont déclaré dès le

21 novembre qu'ils appliqueraient le mandat. Mais il faut maintenir la pression sur les dirigeants pour que le mandat de la CPI soit respecté.

- ▶ source, avec des liens complémentaires : <https://contre-attaque.net/2024/11/22/la-carte-de-netanyahou-se-reduit/>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

La Cour pénale internationale vient d'émettre des mandats d'arrêt contre :

- ▶ Benyamin Netanyahou, Premier ministre d'Israël
- ▶ Yoav Gallant, ex-ministre israélien de la Défense
- ▶ Mohammed Deïf, chef de la branche armée du Hamas



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

Des mandats d'arrêt internationaux contre Netanyahu et son ex-ministre de la défense

Enfin. Après des mois d'attente, la Cour Pénale Internationale, qui siège à La Haye, a finalement décidé ce jeudi 21 novembre d'émettre des mandats d'arrêts contre Netanyahu, le Premier Ministre israélien, et Yoav Gallant, son ex-ministre de la Défense.

En mai dernier, le procureur Karim Khan avait demandé aux juges de valider ces mandats d'arrêt avec ces arguments : « Sur la base des éléments de preuve recueillis et examinés par mon bureau, j'ai des motifs raisonnables de croire [que Netanyahu et Gallant] portent la responsabilité pénale de crimes de guerre et crimes contre humanité ». Il expliquait que ces crimes concernent « le fait d'affamer délibérément des civils », des « homicides intentionnels » et des faits d'« extermination et/ou meurtres ».

Concrètement, la validation de ces mandats d'arrêt implique que les pays, y compris la France, qui poursuivent la livraison d'armes à Israël sont considérés comme complices de ces crimes.

Et que si Netanyahu et Gallant mettent un pied en France, les autorités sont, en principe, tenues de les arrêter. Ces mandats confirment également que les opérations en cours à Gaza relèvent bien d'une logique d'extermination, donc d'un génocide. Netanyahu s'est empressé de qualifier la décision de la Cour Pénale Internationale « d'antisémitisme », démontrant une fois de plus que cette accusation a été totalement vidée de son sens par les sionistes. Le dirigeants israélien a même osé comparer la procédure à une « nouvelle affaire Dreyfus », du nom de cet officier juif français accusé à tort à la fin du 19e siècle, par antisémitisme.

Il aura fallu 6 mois aux juges de la Cour pour rendre leur décision. Entre temps, il y a eu des dizaines de milliers de morts supplémentaires à Gaza ainsi qu'une attaque du Liban. Pourquoi avoir autant traîné ?

Parce que les dirigeants israéliens et leurs services, appuyés par les USA, ont tout fait pour saboter la procédure. Dès le mois de mai, le procureur Karim Khan était accusé d'antisémitisme. Sur les chaînes occidentales liées à Israël, par exemple Cnews en France, une campagne diffamatoire a été orchestrée contre le magistrat. Les ennemis de Karim Khan sont allés fouiller dans son passé, et ont ressorti une tribune qu'il avait signée, remontant à 2021, qui était conclue par « Inch Allah ». Ramener un juriste de si haut niveau à sa religion est un procédé typiquement raciste et complotiste.

Cet avocat britannique, spécialiste du droit international, était pourtant le candidat « préféré » d'Israël pour son élection au poste de procureur de la CPI en 2022.

Des enquêtes menées par les journalistes du média israélien +972 ont révélé que les services israéliens avaient mené des opérations de surveillance et de piratage sur les correspondances de Karim Khan, pour entraver la procédure qu'il menait.

Le Shin Bet, la direction du renseignement militaire, et la division de cyber-renseignement auraient ainsi tenté de déstabiliser la Cour Pénale Internationale. De même, un message intercepté a révélé que Karim Khan subissait « d'énormes pressions de la part des États-Unis » afin qu'il abandonne toutes poursuites contre des responsables israéliens.

Aux USA, les autorités se sont inquiétées de la procédure : le sénateur républicain Lindsey Graham avait par exemple déclaré : « S'ils le font à Israël, nous sommes les prochains ». Car la première puissance mondiale n'est pas en reste

en matière de guerres impérialistes et de crimes contre l'humanité. Le gouvernement Étasunien a même envisagé d'imposer des sanctions à la CPI et ses fonctionnaires.

Avant Karim Khan, une autre magistrate, Fatou Bensouda, qui était procureure adjointe de la Cour Pénale Internationale de 2004 à 2012, avait été surveillée par le Mossad, qui avait obtenu des transcriptions d'enregistrements secrets de son mari dans le but de les utiliser pour la discréditer, alors qu'elle enquêtait sur les crimes de l'État colonial.

Israël ne se contente pas de mener un génocide à Gaza et de multiplier les atrocités au Proche-Orient, c'est aussi un État mafieux qui n'hésite pas à menacer la justice internationale avec les moyens les plus pervers. Mais la stratégie d'intimidation n'a pas fonctionné : les mandats d'arrêt sont désormais émis.

Reste à savoir si les États occidentaux, qui ont tant instrumentalisé le droit international pour justifier des guerres sales contre les pays désignés comme appartenant à « l'axe du mal », appliqueront la décision de la Cour Pénale Internationale contre le pouvoir israélien.

► source, avec liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/11/21/des-mandats-darret-internationaux-contre-netanyahou-et-son-ex-ministre-de-la-defense/>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

VERS UNE NOUVELLE SEMAINE DE SOUTIEN INCONDITIONNEL AU GÉNOCIDE

Un gala fasciste, un match sous haute protection et une milice sioniste qui veut en découdre. On fait le point :

Un meeting génocidaire autorisé et protégé

Mercredi 13 novembre, un meeting colonialiste et fasciste est organisé à Paris, pour récolter des fonds pour l'armée israélienne et la colonisation en Cisjordanie.

L'invité d'honneur de cette soirée de la honte est le ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich, l'un des principaux idéologues et logisticien du génocide en cours. Ce colon messianique, raciste et homophobe, a notamment bloqué l'aide humanitaire vers la population de Gaza, fait part de son souhait d'exterminer tous les habitants par la famine, ou encore d'établir un « grand Israël » basé sur les textes bibliques, en annexant la plupart des pays voisins.

Si le droit international était respecté, Smotrich et sa complice seraient arrêtés et incarcérés dès leur arrivée en France

L'organisatrice de cette soirée se nomme Nili Kupfer Naouri, c'est une suprémaciste sioniste qui appelait à raser entièrement Gaza et à coloniser son territoire. Si le droit international était respecté, Smotrich et sa complice seraient arrêtés et incarcérés dès leur arrivée en France, pour des faits de crimes contre l'humanité.

Ce meeting n'est pas seulement une provocation, c'est un rassemblement illégal. **L'objectif même de cet événement est de récolter des fonds pour financer des actes contraire au droit international, notamment la colonisation de terres en Cisjordanie. L'évènement en lui-même viole la loi, et les autorités françaises le savent parfaitement.**

Pourtant le préfet de Paris Laurent Nuñez a annoncé sa volonté d'autoriser ce meeting, et même de le protéger. À la télévision, il a déclaré : « Une partie de la mouvance qui soutient la cause palestinienne me demande d'interdire ce gala, je ne le ferai pas, nous allons protéger évidemment ce gala ».

Une manifestation contre le fascisme et le colonialisme aura donc lieu le 13 novembre, à 18h, à Saint-Lazare.

Match France-Israël cadenassé

Le lendemain, jeudi 14 novembre, un match France-Israël aura lieu au Stade de France. Le préfet de Paris a annoncé, dans la même interview, qu'il allait interdire les drapeaux palestiniens dans l'enceinte du stade : « Il ne pourra pas y avoir de drapeau palestinien au Stade de France. Il ne pourra y avoir que des drapeaux français ou israéliens ». **Pour le régime, un gala génocidaire est préférable au drapeau d'un peuple colonisé.**

4.000 policiers seront déployés, ils procéderont à « un double contrôle » et établiront un périmètre de sécurité autour du stade, alors que 1.600 stadiers seront engagés dans l'enceinte. Un dispositif totalement délirant, qui va coûter un pognon de dingue, alors qu'il était tout à fait possible de déplacer ou d'annuler ce match.

Le préfet a également affirmé : « Nous travaillons avec les autorités israéliennes ». Alors que la police israélienne a molesté et arrêté deux gendarmes français il y a seulement quelques jours à Jérusalem, l'État français choisit d'inviter et de travailler avec les services israéliens sur son propre sol. **On se demande jusqu'où peut aller la soumission envers l'État colonial.**

Macron au secours du match

Ce match de la honte connaît une campagne de boycott massif : il n'y a que 20.000 places vendues alors que le stade a une capacité de 80.000 spectateurs. **La population refuse de participer à un opération de blanchiment par le sport d'un gouvernement génocidaire. Macron a donc annoncé qu'il se rendrait personnellement comme spectateur.**

Encore une fois, le niveau d'impunité du régime israélien et le soutien inconditionnel des dirigeants français, malgré des provocations directes et mêmes des insultes de Netanyahu contre Macron, dépasse l'entendement.

De nouvelles attaques sionistes ?

Alors que les supporters fascistes du Maccabi Tel Aviv ont semé le chaos à Amsterdam et ont réussi à se faire passer pour des victimes dans tous les médias occidentaux, il faut s'attendre à de nouvelles opérations du même type à Paris.

Le Betar, groupe suprémaciste fondé dans les années 1920 par Jabotinsky, un sioniste admirateur du fascisme, annonce des actions violentes à Paris. Le Betar et ses membres, formés au combat et proches de la police, ont commis de nombreuses attaques contre la gauche et le mouvement pro-palestinien depuis des années en France. Proche du Likoud de Netanyahu, on trouvait dans la branche française du Betar Meyer Habib, le député franco-israélien.

Ce groupuscule d'extrême droite est une milice qui n'hésite pas à utiliser la violence au service des intérêts israéliens, sur le sol français. Aucun média ne les accuse pourtant "d'importer le conflit".

Le Betar, donc, a annoncé publiquement son souhait de se rassembler en marge du gala génocidaire « Israël is Forever » mais aussi du match de jeudi qu'il estime « menacé par les jihadistes ». Toutes les provocations, agressions et manipulations sont donc à prévoir ces prochains jours.

► source, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/11/11/vers-une-nouvelle-semaine-de-soutien-inconditionnel-au-genocide/>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme

généralisé...

Israël : une nouvelle semaine de génocide

Cette semaine, pendant que la France accueillait l'équipe israélienne et autorisait un gala de l'extrême droite sioniste à Paris, un comité spécial de l'ONU reconnaissait que les méthodes employées par Israël correspondent aux caractéristiques d'un génocide et des locaux financés par la France à Jérusalem étaient détruits, entre autres. On fait le point.

Une volonté génocidaire

Le rapport sera présenté en détail demain lundi à l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Il estime, au terme d'une longue enquête, que l'offensive à Gaza utilise bien les méthodes d'un « génocide ». « À travers son siège de Gaza, son obstruction de l'aide humanitaire, ses attaques ciblées et en tuant des civils et des travailleurs humanitaires, malgré les appels répétés de l'ONU, les ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice et les résolutions du Conseil de sécurité, Israël cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves », le comité de l'ONU relève une volonté « intentionnelle » de donner la mort.

Destructions d'infrastructures civiles, famine, utilisation de l'intelligence artificielle...

Destructions d'infrastructures civiles, famine, utilisation de l'intelligence artificielle... Les « caractéristiques d'un génocide », créant un « mélange mortel de crises » sont réunies selon les experts.

70% des victimes sont des femmes et des enfants

Un autre rapport de l'ONU paru quelques jours plus tôt, à l'initiative du Bureau des Droits de l'Homme des Nations Unies, indique avoir constaté que près de 70% des victimes de l'attaque sur Gaza sont des enfants et des femmes. Le rapport évoque « une violation systématique des principes fondamentaux du droit humanitaire international, notamment la distinction et la proportionnalité ».

On peut y lire que « les enfants de 0 à 14 ans sont les victimes les plus représentées parmi les victimes vérifiées ». Il s'agit bien d'une guerre d'extermination menée prioritairement contre des nouveaux nés et des enfants en bas âge, pour faire disparaître une génération. Le rapport souligne aussi que « 80% des victimes vérifiées ont été tuées dans des immeubles résidentiels » : la mise à mort de civils est parfaitement délibérée. Mais les médias dominants français continuent de nier l'évidence du génocide : c'est du négationnisme.

Messianisme généralisé

À propos de la colonisation illégale en Cisjordanie, Yahir Lapid, interrogé par la chaîne française LCI, répond : « Ce ne sont pas des colonies car il n'y a jamais eu d'état Palestinien (...) Ce ne sont pas des colonies mais notre terre biblique ! »

Lapid n'est pas un ministre du gouvernement de Netanyahu, ni un obscur fanatique d'extrême droite. Il est

le chef de l'opposition « de gauche » et considéré comme « laïc » en Israël, par opposition aux mouvements de colons fascistes.

Cette déclaration lunaire signifie que, même du côté des opposants à Netanyahou, le discours messianique qui justifie le vol des terres palestiniennes par des textes religieux, et qui utilise la Bible comme un cadastre donnant tous les droits aux israéliens, est une théorie dominante. Tout la classe politique ou presque adhère à une vision obscurantiste et religieuse du monde.

Une société fasciste

Un sondage publié en août mesurait que 47% des Israéliens de confession juive pensent que leur armée ne devrait pas tenir compte du droit international ni des valeurs morales dans le cadre de l'offensive à Gaza.

En octobre, un sondage révélait que 80% des Israéliens « soutiennent » l'offensive au Liban, et 90% des israéliens juifs. Il n'y a pourtant ni otages, ni Hamas au Liban. En juin, 40% des Israéliens se disaient favorables à ce que leur armée prenne le pouvoir à Gaza après la guerre. En février, l'Institut israélien de la démocratie montrait que 68% des Israéliens juifs s'opposaient au « transfert de l'aide humanitaire à Gaza ».

Les chansons les plus écoutées en Israël appellent à exterminer les palestiniens. Les soldats, qui sont des jeunes issus de la société civile, se filment fièrement sur les réseaux sociaux en train de commettre des crimes de guerre, sans la moindre réprobation.

La réalité, c'est que Netanyahou n'est pas isolé dans sa fuite en avant exterminatrice. Il n'a même jamais été aussi populaire. La société israélienne est désormais majoritairement fasciste, raciste, messianique. Elle adhère ainsi largement à une politique génocidaire et une annexion de Gaza et de la Cisjordanie.

Un député israélien sanctionné

Dans ce climat, rares sont les voix dissidentes. Mais il y a le député communiste israélien Ofer Cassif, le seul élu juif israélien à défendre les droits des palestiniens au Parlement.

Il vient d'être lourdement sanctionné, et a été interdit de toute activité parlementaire - excepté le vote - durant six mois. Une « punition sévère » administrée par le « comité d'éthique de la Knesset ». Le député a réagi : « Voilà l'état de la soi-disant démocratie en Israël. Je ne resterai jamais silencieux face aux crimes de guerre, à la famine, aux massacres de Gaza ». Mais il est extrêmement seul et isolé.

Ce député dénonce lui aussi une « fascisation croissante de la société israélienne ». Et réaffirme sa détermination pour réclamer un cessez-le-feu, la libération des otages et la fin de la colonisation en Palestine. Une position qui devrait être minimale et normale. Mais qui est inaudible en Israël en plein génocide.

Israël détruit les locaux d'une association financée par la France

À Jérusalem Est, Israël a démoli le centre palestinien de l'Association Al-Bustan, une structure soutenue et financée par la France ainsi que 21 collectivités locales françaises. Ce centre a fourni, depuis 4 ans, à plus d'un millier d'enfants et de jeunes des activités culturelles, sportives et un soutien scolaire et psychologique.

La ville de Bagneux, qui finançait cette association, a publié un communiqué d'indignation : « Ce centre culturel et social joue un rôle majeur pour les enfants, les jeunes et leurs familles, dans le contexte de la colonisation croissante dans la commune. C'est une nouvelle terrible violation des droits humains et du droit international ».

Cette destruction est aussi une énième provocation délibérée contre la France. Après l'arrestation de deux gendarmes français à Jérusalem, la violation d'un bâtiment français dans la même ville, le meurtre d'un agent consulaire français à Gaza, le bombardement du siège de l'AFP, les menaces... Israël a déjà franchi toutes les lignes rouges, mais les dirigeants français continuent de s'aplatir, avec une soumission sans limite à l'État colonial et génocidaire.

► source, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/11/17/israel-une-nouvelle-semaine-de-genocide/>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

France - Israël : boycott populaire

Toute la semaine, les médias dominants ont tenté de nous imposer la présence de l'équipe israélienne au Stade de France comme un événement souhaitable et ont fait taire toute critique sur cette opération de blanchiment par le sport du régime génocidaire. Depuis des jours, Macron puis toute une partie de la classe politique ont même annoncé qu'ils viendraient voir ce match, pourtant peu glorieux sur le plan sportif.

Mais ce jeudi 14 novembre, c'est un flop absolu :

- Le stade de France bat le record de la plus faible affluence pour un match de l'équipe de France. Autour de 13.000 spectateurs se sont déplacés selon le journaliste Andréa la Perna. Les tribunes sont quasiment vides.
- D'autres internautes ont filmé des rames de métro qui mènent au stade de France, totalement vides au point d'arrivée avant le match, ce qui n'arrive jamais d'ordinaire.
- Pour maquiller ce boycott, les organisateurs ont diffusé un fumigène pendant les hymnes nationaux, pour que

les tribunes dégarnies n'apparaissent pas à l'image. C'est ce qu'on appelle, faire un écran de fumée.

- Cela n'a pas empêché l'hymne d'Israël d'être massivement hué, au point que le son a été augmenté par la régie.
- Le déploiement répressif est ahurissant. 4.000 policiers, 1.500 stadiers, un hélicoptère et même un véhicule blindé du RAID. Un tel dispositif pour aussi peu de spectateurs est sans doute lui aussi inédit. Il y a quasiment plus d'uniformes que de supporters. Et un tel dispositif coûte sans doute plusieurs millions d'euros d'argent public.
- Enfin, ce match de la honte est un lourd préjudice financier pour la Fédération Française de Football. Un tel spectacle coûte cher en logistique, si le public n'est pas au rendez-vous, l'organisateur est déficitaire. Pour rentrer dans ses frais, il faudrait au moins 60.000 personnes en tribunes. Avec aussi peu de public et des moyens humains augmentés, ce match pourrait faire perdre autour de 3,5 millions d'euros selon L'Équipe.

Cette rencontre sportive est au moins la démonstration du fossé immense entre le discours officiel et le bon sens populaire, marqué par une résistance passive.

(par Contre Attaque)

Paris : 10.000 personnes contre le gala fasciste sous haute protection

« Smotrich assassin, Macron complice » : c'est le cri qui résonnait dans les rues de Paris le mercredi 13 novembre.

Une foule de plusieurs milliers de personnes était descendue dans les rues du quartier Saint-Lazare pour protester contre le gala de l'extrême droite israélienne qui avait lieu le même soir, afin de récolter des fonds pour la colonisation de la Cisjordanie et financer les soldats de Tsahal.

Un gala non seulement illégal au regard du droit international, mais qui prévoyait de recevoir en tant qu'invité de marque le ministre fasciste israélien Smotrich, l'un des principaux organisateurs du génocide en cours à Gaza. Une provocation absolue.

Pourtant, les dirigeants français ont décidé d'autoriser cette soirée génocidaire et de réprimer la contre-manifestation. Ainsi, la foule a été empêchée d'avancer et gazée par des cordons de gendarmes, qui ont aussi arraché des drapeaux palestiniens et verbalisé des manifestants. Pour autant, le défilé a bien eu lieu, et a ciblé plusieurs entreprises complices d'Israël.

Face à cette mobilisation croissante, le ministre Smotrich a annulé son déplacement à Paris, et les luxueux Salons Hoche où devait avoir lieu le gala sont restés vides, seulement surveillés par des individus cagoulés, probablement membre d'organisations sionistes.

L'évènement a été déplacé en dernière minute dans un lieu secret, dans le Bois de Vincennes. Des grappes de manifestants ont tenté de s'en approcher, mais tout le quartier a été quadrillé par des centaines de policiers et des nervis d'extrême droite pro-israéliens armés, qui se sont constitués en milice parallèle.

Il s'en est fallu de peu pour faire annuler le gala de la honte. À charge de revanche.

source, avec vidéo :

<https://contre-attaque.net/2024/11/14/paris-10-000-personnes-contre-le-gala-fasciste-sous-haute-protection/>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

Redonner un sens aux mots à l'ère de la post-vérité

Dans sa quasi-totalité, la classe politique française a basculé dans le trumpisme. Le réel n'a plus cours, les faits, la vérité, les preuves n'ont plus d'intérêt. Seule la réécriture des faits compte : imposer « sa » narration.

Un épisode de folie médiatique

Alors que des hooligans d'extrême droite, cogneurs et racistes, sont transformés en « victimes d'un lynchage antisémite », une nouvelle étape vient d'être franchie. France 2 a poussé le vice jusqu'à diffuser dans son JT des vidéos de supporters de Tel Aviv armés de bâtons et attaquant des habitants, avec une voix off affirmant « sur ces images, des supporters israéliens poursuivis et violemment attaqués ». Littéralement une inversion du réel sur le service public, diffusée à des millions de personnes.

La gauche, en dehors de la France Insoumise, s'est immédiatement vautrée dans ce trumpisme. Fabien Roussel du PCF a tweeté : « À Amsterdam, des supporters ont été chassés, menacés et lynchés, dans la rue d'une ville européenne, car ils sont juifs ». Olivier Faure, chef du Parti Socialiste : « Les agressions et lynchages antisémites dont ont été victimes les supporters du Maccabi doivent être condamnés sans aucune ambiguïté ». Sa collègue Emma Rafowicz du même parti : « Les vidéos montrant des Israéliens lynchés dans les rues d'Amsterdam sont insoutenables ». Même refrain chez Raphaël Glucksmann. Tous ces gens sont prêts à relayer la moindre fake news si cela leur ouvre un accès aux plateaux de télévision.

Dans cet épisode de folie collective, Marine Le Pen n'est évidemment pas en reste : « Des dizaines d'Israéliens ont été lynchés hier soir à Amsterdam à l'issue d'un match de football de l'Europa Ligue. La haine des juifs se répand comme une traînée de poudre ». Éric Naulleau qui, rappelons-le, avait été embauché comme le « chroniqueur de gauche » sur France 2 il y a 20 ans écrit : « L'électoratisme des Insoumis va désormais jusqu'à justifier le lynchage

des Juifs ». François Xavier Bellamy des Républicains parle de « pogrom ».

Des supporters fascistes et génocidaires

Quiconque s'intéresse un minimum à ce groupe de supporters sait qu'ils sont d'extrême droite et se livrent à des agressions de rue depuis des années. Sur le site du Maccabi Tel Aviv, on trouve un répertoire de chansons racistes et génocidaires accessible à tous. L'une d'elle parle même de « violer vos filles, et boire leur sang ». Des dizaines de vidéos à Amsterdam montrent ces supporters chanter qu'il faut « tuer des arabes », se réjouir en scandant qu'il n'y ait « plus d'enfant dans les écoles de Gaza car ils sont morts », frapper dans les rues, arracher des drapeaux. La police d'Amsterdam a même confirmé l'attaque d'un taxi dont le chauffeur est maghrébin. Tout cela est facilement vérifiable, surtout pour des journalistes ou des politiciens, mais tout ce petit monde se moque éperdument des faits.

Pourtant, qu'aurait-on dit si des supporters d'une équipe du Maghreb chantaient dans une capitale européenne : « Il n'y a plus besoin de kibboutz car les habitants sont tous morts » ? Qu'aurait-on dit si ces mêmes supporters chantaient qu'il faut tuer des israéliens, et attaquaient des chauffeurs de taxi sur des bases antisémites, voire arrachaient des drapeaux ?

Que dirait-on si des hooligans russes venus en Europe sifflaient une minute de silence, chantaient des appels à tuer les ukrainiens, agressaient des habitants ? Et si, en retour, ces groupes avaient reçu des coups ? Les médias auraient-ils pris la défense de ces supporters ? Parlé d'islamophobie ou de russophobie ? Évidemment pas.

En 2024, il est donc possible d'inverser des faits, pourtant filmés

En 2024, il est donc possible d'inverser des faits, pourtant filmés, en répétant mille fois le même mensonge. Le procédé est systématique depuis un an. Des « mains rouges » ont été transformées en symboles occultes antisémites, des pochoirs d'étoiles bleues ont été attribués à « l'ultra-gauche » par le gouvernement alors qu'il s'agissait de tags de soutien à Israël, etc. Une fois que la narration a été imposée, même si des preuves finissent pas établir la vérité, il est déjà trop tard. Dans l'inconscient collectif, c'est la première information, c'est-à-dire le mensonge, qui a été retenu.

Dans cette orgie de fake news, le sens des mots est méthodiquement détruit. Jadis, les médias parlaient de « prise d'otage » pour désigner des grève, ce qui était déjà particulièrement grave. Mais parler de « lynchage » ou de « pogrom » pour cinq hooligans d'extrême droite légèrement blessés est sans doute l'opération la plus ignoble et révisionniste vue dans les médias.

Qu'est-ce qu'un lynchage ?

Alors pour redonner un peu de sens aux mots, rappelons ce qu'est un lynchage. Le mot s'inscrit dans une histoire précise, celle de l'esclavage et du racisme aux États-Unis. Il vient de Charles Lynch, un planteur esclavagiste et magistrat, connu pour ses jugements expéditifs. Au 19e et au 20e siècle, le « lynchage » frappe essentiellement des personnes noires, qui sont pendues à des arbres dans l'espace public. Il s'agit d'assassinats collectifs racistes et extra-judiciaires, souvent accompagnés d'actes de torture. La foule, blanche, vient ensuite contempler le cadavre et parfois lui faire subir des sévices post-mortem.

Pour donner une idée de l'horreur absolue de cette pratique, on peut évoquer l'agonie de Jesse Washington, un adolescent noir supplicié à Waco, au Texas, en 1916. Accusé d'homicide et jugé de manière expéditive, il est ensuite

torturé devant une foule de milliers de personnes, rôti vivant au dessus d'un feu, pendu, mutilé... Son corps carbonisé est ensuite traîné au sol, puis pendu à un arbre, devant des témoins hilares. Des morceaux de son corps sont arrachés, emportés et parfois vendus par des habitants. Des photos de cet épisode sont imprimées sur des cartes postales.

À Tulsa, dans l'Oklahoma en 1921, un jeune homme noir est arrêté après avoir effleuré une femme blanche dans un ascenseur. Alors qu'il est arrêté, des représentants de la communauté noire tentent de le faire libérer pour éviter son lynchage. Des blancs sont réunis devant le commissariat. Un affrontement meurtrier éclate. Cela donne lieu à un épouvantable lynchage collectif pendant des heures. Des milliers de Blancs armés envahissent le quartier noir, tuant et pillant les habitants, y compris des femmes et les enfants. Des rues entières sont brûlées, la police aide au lynchage, des mitrailleurs sont utilisées. Des avions sont même dépêchés pour bombarder les maisons appartenant aux noirs.

Il y a jusqu'à 300 morts, et 10.000 Afro-Américains se retrouvent sans abri. La communauté noire, qui était prospère dans cette ville, disparaît quasiment après cet épisode, et les survivants se taisent et se murent dans la terreur. Il faut attendre 2001 pour qu'un rapport officiel retrace cette histoire. Aux USA, on estime que 4.000 Noirs ont été lynchés aux États-Unis entre 1877 et 1950.

Qu'est-ce qu'un pogrom ?

Le mot pogrom, qui vient du russe « destruction, pillage », est également une pratique de violence collective et raciste, exercée contre la communauté juive en Europe de l'Est du 19e siècle à la seconde guerre mondiale. Ces déchaînements meurtriers sont souvent accompagnés par les autorités locales, elles-mêmes violemment antisémites. Le Tsarisme, l'Église et la presse encouragent et organisent à la fin alors la persécutions, diffusent des théories du complot antisémites et poussent la population à persécuter les juifs.

Des dizaines de pogroms ont lieu sur un vaste territoire comprenant la Russie, l'Ukraine ou la Pologne, souvent lié à l'actualité du moment : les juifs sont rendus responsables de la mort du Tsar ou de mauvaises récoltes par exemple. Ils servent de défouloir collectif. Ces violences frappent à la fois les ghettos - quartiers juifs dans les villes - et les shtetls, villages modestes situés à la campagne.

Un exemple en 1903, à Kichinev, en Bessarabie - actuelle Moldavie : des journaux accusent à tort la communauté juive de la mort d'un enfant. Une émeute antisémite dure 3 jours, tue au moins 47 personnes juives et la destruction de centaines de maisons. Les cadavres jonchent les rues. Un deuxième pogrom meurtrier a lieu dans la même ville deux ans plus tard. Ces massacres ont lieu dans toute l'Europe de l'Est, en toute impunité, et culmineront avec l'arrivée des fascismes et la guerre.

Des mots comme lynchage et pogrom ont un sens, une histoire, une profondeur, qui méritent d'être connues et étudiées, pour que jamais ces actes ne se reproduisent. Mais on ne manie pas des mots aussi lourds à la légère ou pour discréditer une cause. Ne serait-ce que par respect pour les victimes. **Quelques coups de poings donnés à des hooligans d'extrême droite habitués à la bagarre et qui glorifient un génocide, n'est pas et ne sera jamais un lynchage ou un pogrom.**

► source, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/11/12/redonner-un-sens-aux-mots-a-lerre-de-la-post-verite/>

► Voir aussi, plus récent :

► [Désintox : la maire d'Amsterdam regrette d'avoir parlé de « pogrom »](#) - La maire d'Amsterdam, Femke

Halsema, est revenue à la télévision hollandaise sur l'opération d'intox israélienne qui a été menée à l'échelle internationale le 8 novembre dernier. (...) Dans une interview donnée le 17 novembre, l'élue a expliqué : « Nous avons été complètement dépassés par Israël ». Elle raconte que les affrontements étaient en cours dans sa ville jusqu'à 2h30 du matin cette nuit là, mais que dès « 3 heures du matin, le Premier ministre Netanyahu a brusquement organisé une conférence de presse sur ce qui s'était passé à Amsterdam, alors que nous étions encore en train de rassembler les faits ». Elle précise : « Nous étions submergés par les événements ».

(...) Y aura-t-il un démenti et des excuses publiques de toutes les chaînes et des des politiciens qui ont relayé ces mensonges gravissimes ? Peut-on attendre des sanctions sévères à l'égard des médias qui ont délibérément relayé une intox ? Évidemment pas.

Et même si c'était le cas, il est malheureusement établi qu'un mensonge relayé massivement marque plus les esprits qu'un démenti qui arrive des jours plus tard. Comme pour les « 40 bébés décapités » inventés par Israël, comme pour l'hôpital qui n'avait soi-disant pas été bombardé à Gaza selon l'armée israélienne, comme pour les étoiles bleues taguées à Paris, attribuées aux « islamo-gauchistes » alors qu'elles avaient été réalisées par des moldaves d'extrême droite pro-Israël. (...)



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

Le match de la honte en quatre étapes

Judi 14 novembre, un match de la honte a eu lieu au Stade de France : il opposait les Bleus à l'équipe israélienne, ce qui permettait à l'État colonial de normaliser ses crimes contre l'humanité commis à Gaza sur la scène sportive.

Si le match a été massivement boycotté par le public et protégé par plus de 4000 policiers, soit un policier pour 4 spectateurs, il faut souligner 4 points particulièrement scandaleux et pas assez dénoncés ce soir là :

1 - Des hooligans d'extrême droite israéliens ont, d'entrée de jeu, attaqué des supporters français en les tabassant au sol, à 20 contre 1. Ce sont les mêmes hooligans qui pleurnichaient après avoir reçu quelques coups à Amsterdam. Cette fois-ci, personne n'a parlé de « pogrom », de « lynchage » ni de « nuit de cristal ». Et plus étonnant encore, malgré les milliers de policiers et de stadiers dans un lieu ultra-sécurisé et filmé sous tous les angles, les agresseurs sionistes ont pu agir en toute impunité, et aucun d'entre eux n'a été arrêté. Imaginez la

situation inverse : si des supporters israéliens avaient été frappés au sol en plein stade.

2 - En parallèle, pas moins de 3 présidents et de très nombreux dirigeants français, du Parti Socialiste à l'extrême droite, se sont exhibés en tribune pour bien afficher leur « soutien inconditionnel » à Israël. Alors même que ce match est insignifiant sur le plan sportif, et vide en terme de public. Le sport est évidemment politique, leur présence l'a prouvé.

3 - L'un des tabasseurs israélien, un certain Alexandre, qui porte littéralement un T-shirt de l'armée israélienne, a été gentiment interviewé par BFM à la sortie du match. Il répète que c'était « magnifique », super bien organisé et très sécurisé. La preuve, lui et ses copains ont pu semer la terreur tranquillement et arborer des symboles génocidaires alors que les drapeaux palestiniens étaient interdits. Merci aux autorités !

4 - Clou du spectacle, les supporters israéliens ont chanté à la gloire de Cnews, de Pascal Praud et de la police à la sortie du stade, pendant que la police repoussait une manifestation pour la Palestine.

► source et vidéo : <https://contre-attaque.net/2024/11/16/le-match-de-la-honte-en-quatre-etapes/>



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

Désarmer le génocide : plusieurs agences de la BNP repeinte cette nuit à Nantes

Un mystérieux collectif anticolonialiste a pris pour cible les locaux de la BNP à Nantes, voici le communiqué de revendication qui nous est parvenu.

"Nous, BIP - Brigades pour l'Intifida Populaire - revendiquons l'action coordonnée et simultanée qui a eu lieu dans la nuit du 10 au 11 novembre 2024 à Nantes et ses environs contre les agences bancaires du groupe BNP Paribas. Par ce geste, nous exprimons notre solidarité envers les peuples victimes de l'entité coloniale et génocidaire israélienne et appuyons la libération totale et définitive de la Palestine.

Nous nous inscrivons dans la campagne de boycott contre les entreprises qui permettent matériellement la survie du régime sioniste au Moyen-Orient. Il faut savoir que le groupe BNP Paribas est le plus gros investisseur français dans des sociétés impliquées dans les colonies israéliennes en Palestine. C'est aussi le principal créancier européen des entreprises d'armements fournissant Israël.

Enfin, en mars 2024, la BNP a participé en plein génocide à une levée de fonds record à hauteur de 2 milliards de dollars pour aider Israël à combler son déficit dû à sa guerre génocidaire à Gaza et au Sud Liban.

Recouvrir de peinture les façades de ces agences du capitalisme colonial permet de visibiliser les complicités directes de la BNP Paribas dans la colonisation et l'apartheid en Palestine, ainsi que les crimes de guerre à Gaza et en Cisjordanie.

Que flotte haut les couleurs du drapeau palestinien sur les soutiens du régime génocidaire !

À bas tous les fascismes et tous les colonialismes !

Intifada populaire partout !"

source :

<https://contre-attaque.net/2024/11/11/desarmer-le-genocide-plusieurs-agences-de-la-bnp-repeinte-cette-nuit-a-nantes/>



Chronique du suprématisme ordinaire

Rarement depuis la seconde guerre mondiale et la montée des fascismes, nos dirigeants et faiseurs d'opinion n'auront fait preuve d'une telle absence d'humanité, d'un tel double standard en fonction des êtres, et n'auront autant déshumanisé certaines vies par rapport à d'autres.

Les chiffres inhumains de Bruno Retailleau

Le 7 novembre chez Sud Radio : Bruno Retailleau menace d'interdire les tifos et banderoles « politiques » dans les stades et envisage des sanctions, suite au déploiement d'un magnifique tifo pour la Palestine au Parc des Princes.

Pour justifier son choix, il évoque l'attaque du 7 octobre : « Le nombre de morts par rapport à la population israélienne... 1.000 morts en Israël, c'est comme si nous on avait plus de 8.000 morts en France ».

Un parallèle douteux. La France ne mène pas une guerre coloniale depuis 70 ans pour annexer un territoire en faisant disparaître le peuple qui y vivait. Mais admettons, faisons ce calcul.

Dans ce cas, 50.000 morts à Gaza, qui comptait 2,4 millions d'habitants avant l'opération génocidaire, cela représenterait pour la population française 1.5 millions de tués, dont la moitié d'enfants. Et c'est l'estimation basse : certains experts estiment le nombre de victimes à Gaza à plus de 100.000, ce qui équivaldrait à plus de 3 millions de français, dont 2 millions de femmes et d'enfants uniquement. C'est 10 fois plus élevé que toutes les victimes françaises de la seconde guerre mondiale.

Mais les vies palestiniennes ne valent rien pour Retailleau, qui ne s'identifie qu'aux israéliens.

Des gendarmes molestés au faciès sur LCI ?

Le même jour sur LCI, la chaîne du milliardaire Bouygues qui embauche le fils de Sarkozy, le niveau de sionisme est tellement stratosphérique que même quand des gendarmes français se font molester par des agents israéliens devant des caméras, les commentateurs défendent Israël !

On trouve alors en plateau une certaine Samantha de BERNIER, une curieuse « chercheuse » qui se dit « spécialiste de l'Ukraine, la Russie, l'OTAN et l'UE » et qui est invitée régulièrement sur la chaîne d'informations.

Elle livre un avis ouvertement raciste en voyant les images : « Juste une question, on ne voit pas le visage des gendarmes, mais une chose qui pourrait peut être EXCUSER le comportement des Israéliens serait si les gendarmes avaient l'air d'être d'ORIGINE MAGHREBINE ou avaient l'AIR d'être ARABE », une voix s'exclame : « ou palestiniens ! », elle poursuit « et je ne sais pas si... ». Réponse d'un journaliste : « pour le coup, on a vu les images et ça n'est pas le cas ».

Une réponse lunaire. **Plutôt que de dénoncer le racisme viscéral de l'invitée, on préfère lui dire « c'était pas des arabes, ils étaient blancs, donc c'est pas bien, sinon ça aurait été OK ».**

« Tous les animaux sont égaux mais certains sont plus égaux que d'autres ». La barbarie s'exprime tous les jours dans les médias français.

▶ source, avec liens complémentaires : <https://contre-attaque.net/2024/11/08/chronique-du-suprematisme-ordinaire/>

Contre-insurrection et antiterrorisme : l'ennemi est-il devenu bête ?

▶ [Contre-insurrection et antiterrorisme : l'ennemi est-il devenu bête ?](#)

(...)

Alors que l'objectif déclaré de la guerre contre-insurrectionnelle était de rallier à soi la population [et de désolidariser l'ennemi communiste de cette dernière], l'emploi d'une violence aveugle menaçait au contraire de la jeter dans les bras de l'ennemi. [Mais] la guerre de guérilla a toujours posé problème à des grandes puissances régulièrement empêtrées dans des conflits asymétriques.

(...)

Ce schéma est celui d'un éradicationnisme infini. [...] "Mais la kill list ne se raccourcit jamais, les noms et les visages sont simplement remplacés par d'autres." Prise dans une spirale sans fin, la stratégie d'éradication est paradoxalement vouée à ne jamais éradiquer. La dynamique même de ses effets pervers lui interdit de jamais décapiter une hydre qu'elle régénère elle-même en permanence par les effets productifs de sa propre négativité. Les partisans du drone comme arme privilégiée de "l'antiterrorisme" promettent une guerre sans perte ni défaite. Ils omettent de préciser que ce sera aussi une guerre sans victoire.

(...)

Il semblerait que les suites du 7 octobre 2023 ainsi que l'émergence d'un mouvement antisioniste international montre que la politique sous-tendue par l'antiterrorisme s'est heurtée à toute vitesse contre ses limites intrinsèques. Tant que le paradigme contre-insurrectionnel était opérant, la résistance palestinienne pouvait compter sur la possibilité de forcer l'ennemi à négocier : la tactique de la prise d'otages a alors pu servir, par le passé, à libérer

beaucoup de prisonniers palestiniens. **Quant à l'antiterrorisme, couper les têtes une par une n'a pas permis à l'État israélien d'endiguer la résistance palestinienne, alors il lui faut effectuer le passage à la limite, achever son éradicationnisme infini dans sa réalisation nécessairement génocidaire.**

(...)

Un reporter de 14 ans met en PLS tous les médias dominants

Ne montrez pas ces images à BFM et LCI, ça pourrait leur faire un choc.

Cela pourrait être amusant si ça n'était pas dramatique. Un jeune reporter de 14 ans, du média en ligne hollandais Bender, a offert une leçon de journalisme à tous les médias d'occident. Le jeune homme a courageusement suivi les hooligans du Maccabi Tel Aviv lors de leur déplacement dans sa ville, à Amsterdam. Il a donc filmé les fameuses victimes innocentes de l'atroce pogrom antisémite dont tout le monde parle.

Ses images sont édifiantes : le groupe de hooligans, déjà connu pour avoir commis des agressions racistes par le passé, se déplace de façon coordonnée et armée, récupère des barres de métal et des bâtons dans les rues, il tire des explosifs à Amsterdam et charge violemment dans le but d'en découdre. Sur les images, cette milice israélienne ultra-violente n'est quasiment pas inquiétée par la police. On découvre que le groupe a même dépavé les rues pour caillasser la police, les taxis et un immeuble affichant des drapeaux palestiniens, sans réaction des autorités.

Plus le reportage avance, plus il paraît évident qu'il s'agit d'une descente fasciste préparée pour agresser et casser, en ciblant prioritairement des habitants d'origine maghrébine. Surtout quand on sait que ces hooligans chantaient par ailleurs des slogans appelant à tuer les « arabes » tout au long de leur séjour.

S'il devait y avoir un scandale médiatique, il aurait du porter sur cette descente dans les rues des Pays-Bas, venue d'un État colonial en train de commettre un génocide. Et pas sur la réaction d'habitants qui ont riposté. Mais par un fantastique retournement du réel, ce sont les agresseurs, armés, formés au combat et ouvertement racistes, dont plusieurs sont membres de Tsahal ou du Mossad, qui sont présentés depuis 2 jours comme des victimes absolues.

À présent, il est obligatoire de respecter le droit des hooligans israéliens à commettre des agressions racistes et à appeler au meurtre d'arabes sans réagir.

► source, et vidéo :

<https://contre-attaque.net/2024/11/09/un-reporter-de-14-ans-met-en-pls-tous-les-medias-dominants/>

Des supporters d'extrême droite frappés, les médias français parlent d'un "lynchage antisémite"

Ils ont commis des tabassages racistes lors de leurs déplacements, ils sifflent une minute de silence, ils sont engagés dans une armée qui commet des crimes contre l'humanité... mais les médias français présentent ces supporters comme des victimes ce 8 novembre

À en croire les chaînes de télévision aujourd'hui, des supporters israéliens auraient subi un « lynchage antisémite » à Amsterdam, lors d'un match de football.

En réalité, ces supporters présentés comme des victimes se sont déjà illustrés comme étant des membres de l'extrême droite la plus radicale, et des soutiens assumés du génocide. Le 7 mars dernier à Athènes, les hooligans du Maccabi Tel Aviv avaient déjà passé à tabac des jeunes, parce que non blancs, aux abords d'un match. Ils avaient laissé une de leurs victimes pour morte, inanimée au sol.

En août dernier, lors de la demi-finale de Coupe de la Ligue israélienne, les ultras d'un autre club mais partageant la même idéologie, ceux du Maccabi Haïfa, avaient déployé une banderole : « un enfant israélien vaut plus qu'un enfant palestinien ».

Les supporters de Tel Aviv, en déplacement à Amsterdam, ont multiplié les provocations. Lors du match, ils ont sifflé la minute de silence aux victimes des inondations en Espagne. Puis dans les rues, ils ont arraché des drapeaux palestiniens aux fenêtres, provoqué des violences ou encore chanté « il n'y a plus d'écoles à Gaza parce qu'il n'y a plus d'enfants »... Des témoins affirment qu'un chauffeur de taxi d'origine marocaine aurait été agressé par ces mêmes supporters. Certains ont également été identifiés comme étant des soldats de Tsahal.

Comme dans de nombreux déplacements sportifs, des bagarres ont éclaté. Bagarres dont les hooligans israéliens sont friands, mais qu'ils ont cette fois-ci perdu de façon humiliante, en étant parfois forcés à crier « Free Palestine », en échos aux positions colonialistes qu'ils affichent eux-mêmes.

Les faits ont ainsi été transformés en « agression antisémite », et les provocateurs sont transformés en innocentes victimes.

► source, et vidéo :

<https://contre-attaque.net/2024/11/08/des-supporters-dextreme-droite-frappes-les-medias-francais-parlent-dun-lynchage-antisemite/>

Des nouvelles rassurantes des victimes du "pogrom d'Amsterdam"

Arrêtez tout ! Depuis deux jours, les médias du monde entier parlent d'un épouvantable pogrom à Amsterdam, de « lynchages antisémites » de masse pires que dans les années 1930, contre les supporters de l'équipe de foot du Maccabi Tel Aviv.

Ces images pourront rassurer les journalistes : les victimes « traumatisées » de l'attaque insoutenable sont bien rentrées en Israël. Une caméra les a même filmée à l'aéroport de Tel Aviv, où ils ont scandé en rigolant : « Tsahal va baiser les Arabes » ou encore « Pourquoi l'école est-elle fermée à Gaza ? Parce qu'il ne reste plus d'enfants là-bas ».

Les fascistes génocidaires se portent bien, BFM, LCI, France Info et tous les autres peuvent souffler.

► source, et vidéo :

<https://contre-attaque.net/2024/11/09/des-nouvelles-rassurantes-des-victimes-du-pogrom-damsterdam/>

**SMOTRICH NE DOIT PAS
ENTRER EN FRANCE !
PAS DE GALA POUR CEUX
QUI PRÔNENT UN GÉNOCIDE**

MARCHE UNITAIRE À PARIS
LE 13 NOVEMBRE
DÉPART ST-LAZARE
18H00
ARRIVÉE PL. SAINT-AUGUSTIN

UN GALA ORGANISÉ PAR « ISRAËL IS FOREVER » DOIT SE TENIR À PARIS CE 13 NOVEMBRE. BEZALEL SMOTRICH, UN MINISTRE ISRAËLIEN CRIMINEL DE GUERRE, EST INVITÉ EN FRANCE PAR NILI KUPFER-NAOURI, LA PRÉSIDENTE DE CETTE ASSOCIATION, QUI SE VANTE DE SOUTENIR FINANCIÈREMENT L'ARMÉE ISRAËLIENNE.

Figure de l'extrême droite, membre du gouvernement israélien, Bezalel Smotrich soutient directement les massacres. Acteur de l'extension de la colonisation, il tient régulièrement des discours génocidaires, comme lorsqu'il dit que « laisser mourir de faim » les habitants de Gaza pourrait être « justifié et moral ».

Nili Kupfer-Naouri elle-même prône la destruction totale de Gaza qui devrait, selon elle, être « rasée très rapidement », le déplacement forcé de la population palestinienne (population qu'elle qualifie de "barbare"). Elle a elle-même physiquement participé à entraver l'aide humanitaire.

Il n'est pas tolérable que ce gala puisse se tenir, que de tels propos puissent y être prononcés, et qu'un criminel de guerre comme Smotrich puisse entrer en France.

Nous appelons à manifester pour protester contre la tenue de ce gala. Pour Gaza, face à l'inaction du gouvernement, continuons à exiger un cessez-le-feu et la justice !

SIGNATAIRES : AFA-PB, AFPS, ALTERNATIVE COMMUNISTE, AMIS D'ALGER RÉPUBLICAIN, ANC, APEL-ÉGALITÉ, ASIP, ATTAC FRANCE, ATMF, AURDIP, BDS FRANCE, CIACP, CGT, CISE, CVPRPO, ENSEMBLE!, FEMMES ÉGALITÉ, FEH, FPC, FSU, FTICR, LES ÉCOLOGISTES, MOUVEMENT DE LA PAIX, NPA-L'ANTICAPITALISTE, PCDF, PEPS, SOLIDAIRES, TSEDEK, UCL, URGENGE PALESTINE, UJFP

Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

DIVERS

SOUTIEN A AYMERIC CARON !

Les soutiens français à l'armée israélienne et ses massacres à Gaza, DDF, mettent en scène la mort du député LFI Aymeric Caron en l'assimilant à un responsable du Hezbollah

La DDF, milice sioniste en France, autorisée par Macron, dont le principal animateur a été un proche de Sarkozy, a été dénoncée par Aymeric Caron pour son soutien au massacre des palestiniens à Gaza, dont elle nie la réalité. Sa réponse à la critique légitime d'Aymeric Caron en dit long sur ce groupe dont la malhonnêteté, la diffusion de fausses nouvelles et la désinformation ont déjà été épinglés de nombreuses fois.

- [L'inquiétante étrangeté de ne plus être](#) - Au vu de la capacité d'Israël et des États-Unis d'appliquer aux corps et aux esprits une violence brute au-delà de ce que le monde a jamais produit - se vantant de pouvoir réduire une terre et ses habitants à l'âge fantasmé de la pierre et l'accomplissant sans complexe devant ce même monde de spectacle - on a le plus grand mal à comprendre pourquoi certains s'alertent qu'en agissant de la sorte Israël court à sa perte !... alors que ce pays affirme sa toute-puissance avec un succès diabolique, comme une preuve qu'il a dévoré père et mère et qu'une impunité absolue le protège.
- [La terrasse du café d'orient - « puisque c'est la raison elle-même qui devient folle »](#) - « Beaucoup d'entre nous qui ont vu certaines des images et des vidéos en provenance de Gaza - ces visions de l'enfer de cadavres tordus et enterrés dans des fosses communes, de cadavres plus petits tenus par des parents en deuil ou étendus sur le sol en rangées bien nettes - sont devenus silencieusement fous au cours des derniers mois » (La Shoah après Gaza, Pankaj Mishra).
- [\[Italie\] Incendie d'une vingtaine de voitures de profiteurs du génocide à Gaza](#) - Un texte revenant sur une action incendiaire contre des entreprises italiennes faisant leur business avec l'Etat israélien



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

500 INTELLECTUELS ALLEMANDS ET EUROPÉENS DÉNONCENT LA COMPLICITÉ DE L'ALLEMAGNE DANS LES MASSACRES À GAZA

Une lettre ouverte d'universitaires dénonce la position du gouvernement fédéral à l'égard d'Israël.

De manière radicale, un groupe d'intellectuels d'Allemagne et de nombreux autres pays appellent le gouvernement fédéral à changer de cap dans sa politique envers Israël. « **Depuis plus d'un an, ce gouvernement fédéral contribue activement au meurtre et à la déshumanisation des Palestiniens en soutenant Israël politiquement, financièrement, militairement et légalement** », indique sa lettre ouverte, également envoyée aux membres du Bundestag. Les auteurs parlent de « **complicité de l'Allemagne dans les crimes israéliens relevant du droit international** », qui doivent cesser immédiatement.

Parmi les 66 premiers signataires figurent l'auteure germano-américaine Deborah Feldman, l'économiste français Thomas Piketty, la journaliste israélienne Amira Hass, l'historien israélien Raz Segal et le professeur de musique Michael Barenboim. **Le soutien vient de nombreux chercheurs sur l'Holocauste, le génocide et la violence, dont Hanna Pfeifer de l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de Hambourg.** Plus de 500 personnes ont répondu à l'appel, dont de nombreux professeurs d'universités d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'autres pays, ainsi qu'un certain nombre d'anciens diplomates. Les auteurs allemands Esther Dischereit et Kübra Gümüşay font également partie des soutiens.

Nous sommes peinés et en colère face à ce mépris flagrant de la vie humaine - un mépris que le gouvernement fédéral allemand attend de nous que nous acceptions comme normal et nécessaire

« Le gouvernement fédéral s'est désormais marginalisé au niveau international en raison de sa position de soutien politique et militaire », déclare Pfeifer. Les États-Unis ne s'engageraient pas dans une voie de désescalade sous la présidence de Donald Trump. Les signaux clairs de l'Allemagne sont désormais d'autant plus importants.

Le texte décrit les conséquences des attaques israéliennes à Gaza, en Cisjordanie et au Liban : plus de 42 000 morts, des milliers de blessés et des personnes déplacées sans aucun endroit sûr où fuir. « **Nous assistons avec horreur au génocide naissant de la population palestinienne par Israël** », commence la lettre ouverte. « **Nous sommes profondément choqués. Nous sommes peinés et en colère face à ce mépris flagrant de la vie humaine - un mépris que le gouvernement fédéral allemand attend de nous que nous acceptions comme normal et nécessaire.** »

Les signataires exigent que le gouvernement fédéral « se tienne systématiquement du côté de la justice et du droit international et fasse pression sur Israël de manière à mettre immédiatement un terme aux meurtres, aux mutilations et à la destruction de la vie des Palestiniens jusqu'à présent, des institutions étatiques, des partis et des hommes politiques ». L'Allemagne accuse en grande partie les crimes de l'armée israélienne, affirment les auteurs.

Il est largement documenté par les Nations Unies et les principales organisations de défense des droits de l'homme qu'Israël commet « des crimes au regard du droit international, y compris des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ». Les auteurs se réfèrent aux conclusions de la recherche sur l'Holocauste et le génocide ainsi qu'à celles d'experts en droit international.

Ils mentionnent spécifiquement l'Institut Lemkin pour la prévention du génocide et la sécurité humaine, le rapport « Anatomie d'un génocide » de la rapporteuse spéciale de l'ONU Francesca Albanese et le Réseau universitaire pour les droits de l'homme. Ils sont tous arrivés à la conclusion que « l'attaque actuelle contre la Palestine équivaut à un génocide ».

La lettre ouverte a été « promue en particulier par des chercheurs et des fonctionnaires allemands », a rapporté au FR le chercheur en violence Pfeifer. « En tant qu'employés d'institutions financées par l'État ou d'État, ils considèrent qu'il leur incombe particulièrement de se positionner contre la politique allemande actuelle dans le conflit et d'exiger un changement de cap. »

(post de J Chastaing)



Gaza & Liban sous les bombes : suprémacisme et déshumanisation, inversion du réel, trumpisme généralisé...

Victoire d'étape : la justice française ordonne la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Il y a des jours dans l'histoire des luttes anti-colonialistes qui font date. Nul doute que le 15 novembre 2024 en fera partie pour les soutiens de la cause palestinienne et les camarades du militant Georges Ibrahim Abdallah.

Le révolutionnaire marxiste libanais est enfermé depuis plus de 40 ans dans les geôles de l'État français.

C'est le plus ancien prisonnier politique d'Europe, condamné à un purgatoire infini par les autorités française. Ce vendredi, le tribunal d'application des peines a ordonné sa libération.

Georges Abdallah est un militant communiste libanais pro-palestinien. Dans les années 1980, il participe à la création des FARL - Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise - qui va pratiquer des actions de guérilla au Moyen-Orient et en Europe, notamment en France. La FARL est une organisation marxiste et anti-impérialiste engagée dans la libération des territoires occupés par l'entité coloniale israélienne.

En 1982, le groupe révolutionnaire armé libanais revendique les assassinats du lieutenant-colonel Charles R. Ray en janvier, un attaché militaire américain, et de Yacov Bar Simantov en avril, conseiller à l'ambassade d'Israël à Paris. Ces opérations armées contre les deux diplomates font rentrer la FARL dans le paysage médiatique français. Elles s'inscrivent dans le cadre de la résistance à l'invasion du Sud Liban par l'armée israélienne.

Georges Abdallah est arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 pour possession de faux passeports et possession illégale d'armes. Il est considéré par les services de renseignements comme le chef de la branche armée française des FARL. En 1987, le militant révolutionnaire est jugé devant une cour spéciale. Il est condamné à perpétuité pour complicité d'assassinat contre les deux diplomates sionistes sur la base d'un dossier quasiment vide, et trahi par son avocat Jean-Paul Mazurier qui s'avérera être un agent de la DGSE. Même si le militant nie avoir participé à ces actions de guérilla, il assume devant le tribunal : « Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux ».

Le militant Libanais est depuis enfermé dans une prison à Lannemezan, et libérable depuis 1999. Une liberté qui lui est refusée parce que Georges Abdallah a toujours été ferme sur ses positions anti-impérialistes et a refusé toute sa vie de les renier, malgré l'enfermement. Plus de 40 ans de prison pour avoir défendu la libération et l'autodétermination du peuple palestinien. L'État français veut faire payer à Georges Ibrahim Abdallah son indéfectible engagement révolutionnaire en le tuant à petit feu, et en refusant toutes ses demandes de libération depuis des décennies.

C'est en cela que la décision de ce vendredi 15 novembre 2024 est historique dans un contexte de guerre génocidaire en Palestine et au Sud Liban. « Par décision en date du jour, le tribunal d'application des peines a admis Georges Ibrahim Abdallah au bénéfice de la libération conditionnelle à compter du 6 décembre prochain, subordonnée à la condition de quitter le territoire national et de ne plus y paraître ». Après cette annonce, le parquet national antiterroriste, dans un communiqué, a fait immédiatement appel de la décision de justice. Pour les collectifs qui soutiennent Georges Abdallah, il s'agit d'un premier camouflet pour les autorités françaises. Ils appellent à maintenir la mobilisation pour la libération définitive du militant Libanais, qui ne sera pas simple.

En effet, les dix précédentes demandes de remises en liberté du militant communiste avaient toutes été retoquées, sauf une. En 2013, une décision de justice autorisait sa libération sous réserve que Georges Abdallah fasse l'objet d'un arrêté d'expulsion. Arrêté d'expulsion qu'avait refusé de signer à l'époque Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste, sous pression directes des États-Unis et de sa secrétaire d'État Hillary Clinton.

Cette soumission systématique de l'État français aux intérêts de l'impérialisme américain et à l'entité coloniale israélienne avait permis de maintenir en détention Georges Ibrahim Abdallah, en-dehors de tout cadre légal. C'était il y a déjà plus de 10 ans.

► source :

<https://contre-attaque.net/2024/11/16/victoire-detape-la-justice-francaise-ordonne-la-liberation-de-georges-ibrahim-ab>

[dallah/](#)